

Recension.

À propos de *La grande rupture: 1989–2024 – De la chute du mur à la guerre d'Ukraine*. Paris: Tallandier, octobre 2024. 368p.

Alexandre Molène

Citer cet article :

MOLENE, Alexandre. « Recension. À propos de La grande rupture : 1989–2024 – De la chute du mur à la guerre d'Ukraine. Paris: Tallandier, octobre 2024. 368 p. ». *L'Etendard plébéien*, 2025.

Disponible en ligne :

<https://letendard-plebeien.fr/2025/07/06/recension-de-la-grande-rupture-1989-2024-de-georges-henri-soutou-tallandier-essais/>

Recension. À propos de *La grande rupture: 1989–2024 – De la chute du mur à la guerre d'Ukraine*. Paris: Tallandier, octobre 2024. 368p. © 2025 de Alexandre Molène est sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Pour consulter une copie de cette licence, rendez-vous sur <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

RECENSION.

SOUTOU, Georges-Henri. *La grande rupture: 1989–2024 – De la chute du mur à la guerre d'Ukraine*. Paris : Tallandier, octobre 2024. 368 p.

Alexandre Molène

À propos de l'auteur : Georges-Henri Soutou est professeur émérite d'histoire contemporaine ainsi qu'un spécialiste des relations internationales du XXe siècle. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Le livre de M. Soutou est une contribution importante au débat public actuel, qui prend une hauteur de vue sur les profondeurs historiques et les événements, nombreux et complexes, ayant abouti à une rupture majeure entre la Russie et l'Occident.

Son essai se concentre sur les rapports entre la Russie et l'Ouest depuis 1990. L'introduction pose un cadre utile et nécessaire sur les perceptions mutuelles entre les deux camps dans l'histoire longue, ainsi que sur la place de la Russie par rapport à l'Europe. On notera en ce qui concerne la France une grande diversité et variabilité des vues sur la Russie, entre fascination et dénonciation, rapprochement ou rejet, en fonction des époques, des liens culturels, des idéologies, et des intérêts géostratégiques du moment de part et d'autre.

La question de la sécurité en Europe (et donc de facto de la paix et de la guerre) est posée très rapidement :

« Le thème de la sécurité en Europe trouve sa consécration avec la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) d'Helsinki en 1975 et les conférences suivantes, jusqu'à celle de Paris en novembre 1990 qui met en quelque sorte officiellement fin à la guerre froide et à la coupure de l'Europe. À travers ces conférences, on commença à négocier tant bien que mal la mise en place d'un système de sécurité européen : celui-ci reposera sur les principes définis dans l'acte final de la Conférence d'Helsinki de juillet 1975, par la « Déclaration sur les principes régissant les rapports mutuels des États participants », appelée couramment le « Décalogue ». Derrière le côté « catalogue de bonnes intentions » de ce texte, qui formulait des principes très généraux, il y avait incontestablement les bases juridiques d'un ordre européen, qui furent d'ailleurs développées et précisées lors des CSCE suivantes jusqu'en 1990. Le sommet de cette thématique de la sécurité en Europe, lancée et promue avec une grande efficacité par Moscou, et même au-delà le point culminant de la pleine revendication par l'URSS de son caractère européen furent atteints avec le projet de « maison commune européenne » lancé par Gorbatchev en 1985 (même si ce projet comportait sa part de manipulation). » (p. 23 à 24)

L'attitude de la France durant la Guerre Froide s'était démarquée à partir de la présidence de de Gaulle :

« Dans le cas français, la politique gaulliste « de détente, d'entente et de coopération », poursuivie par ses successeurs, avait évidemment pour but de donner des cartes à la France et de rehausser son poids face à la RFA et aux Etats-Unis. Mais cela allait plus loin : cela résultait d'abord de l'affirmation par de Gaulle du caractère européen de l'URSS (ce qui n'était pas du tout évident pour tout le monde en Europe occidentale à l'époque). » (p. 24)

M. Soutou soulève dans cet extrait la problématique principale du livre :

« Certains ont pensé après 1990 que la Russie pourrait entretenir désormais des relations plus normales avec le monde occidental. Ou pensaient que c'était l'Occident qui avait fait échouer le rapprochement enfin possible. D'autres experts de la Russie ont toujours estimé que, même après 1990, un véritable rapprochement ne serait pas possible. La question se pose : les Occidentaux n'y pouvaient rien, ou auraient-ils pu faire mieux ? » (p. 27)

L'auteur pointe également des causes historiques plus profondes et les « problèmes d'une mondialisation anarchique » (p. 28).

La suite de l'essai met fortement l'accent sur l'importance capitale de la décennie des années 90, absolument décisive pour comprendre les évolutions ultérieures.

Tout d'abord, la grave crise économique en Russie au cours de cette décennie, combinée à l'instabilité politique et la corruption, a contribué à discréder le modèle occidental sous l'effet des politiques économiques suggérées aux nouvelles autorités russes de l'époque. Cela s'ajoutait à une « triple désintégration », « celle de l'Union Soviétique, celle de l'empire extérieur en Europe occidentale et celle du mouvement communiste international, avec ses moyens de présence et d'action en Europe occidentale, en Afrique, en Amérique latine. » (p. 32) :

« Il faut bien avoir en tête le traumatisme pour les Russes : ce n'était pas seulement la fin de l'URSS et du communisme, c'était aussi l'espace de l'ancien Empire russe qui était remis en cause... Avec en plus l'obsession que les Occidentaux ne cherchent à exploiter ces difficultés ; excessives et même paranoïaques au début, ces craintes, nous le verrons, devinrent davantage fondées à partir du milieu des années 1990, favorisant un regain de nationalisme. » (p. 32)

Et ces difficultés étaient « bien réelles, et pas purement psychologiques » (p. 32) car la fin de l'URSS a été un « processus de séparation [...] chaotique et complexe, 25 millions de Russes se retrouvant en outre citoyens des nouveaux États non russes » (p. 32).

La position occidentale a été plutôt initialement conciliante, par souci de stabilité. M. Soutou rappelle ainsi la promesse verbale à la Russie en 1990-1991 de ne pas élargir l'OTAN, avec aussi l'arrière-pensée, à ce moment-là, d'obtenir le retrait de l'armée soviétique de l'Allemagne de l'Est et de l'Europe Orientale.

Or, Moscou a été rapidement tiraillée entre « deux grandes tendances en politique extérieure : se rapprocher étroitement de l'Occident pour bénéficier de son appui, de ses investissements ou,

pourrait-on dire, pour l'utiliser (c'était la position des réformateurs partisans de l'économie libérale); ou bien tenter de reconstituer un espace rappelant d'une certaine façon l'ancienne URSS (c'était la position du complexe militaro-industriel, des administrations, des services secrets, des militaires) » (p. 36).

L'un des éléments les plus intéressants suggérés par M. Soutou dans la compréhension de la prise de décision Russe est la continuité entre, d'un côté, la haute administration du parti et les services secrets durant l'ère communiste, et de l'autre côté, la toute puissante administration présidentielle de la Russie post-soviétique. Si la décennie 90 est marquée par « le règne de l'indétermination » (p. 39) en matière de positionnement par rapport à l'Occident, il y'a en réalité une certaine continuité sous la présidence de Ieltsine de structures du pouvoir, qui bloquent un alignement total de la Russie avec l'Ouest. Et ce sont les sujets de friction durant cette décennie qui vont entraîner le braquement de la Russie par la suite. La Russie n'abandonnait pas sa politique de puissance et d'influence dans son « étranger proche » et disposait toujours de certaines cartes et leviers pour continuer à peser. M. Soutou estime d'ailleurs que l'accession à la présidence de M. Poutine est le produit de ces organes de pouvoir pour mettre fin à la crise secouant la société russe : « En fait, il s'agissait d'une opération qui venait de loin, organisée par le pouvoir réel, c'est-à-dire l'administration présidentielle et les services secrets » (p. 63). L'auteur essaie aussi de trouver des pistes d'explications à ce qu'il nomme « le rejet de la greffe libérale ».

Ce qui caractérise les années 90, principalement à partir de la présidence Clinton, c'est une attitude d'ubris et d'unilatéralisme de la part des États-Unis. Le « droit d'ingérence » est érigé au détriment des souverainetés nationales. La politique américaine envers Moscou visait à réduire la puissance géopolitique de la Russie. Une décision majeure a été l'élargissement de l'OTAN en Europe Orientale (décision prise en 1994 selon M. Soutou, avec une invitation formelle à la Pologne, la Hongrie, et la République tchèque en 1997). Cela faisait partie d'une réaffirmation américaine de rester en Europe malgré la fin de la Guerre Froide. L'Europe restait pour les Américains un « noeud géopolitique essentiel » d'autant plus qu'il y avait une perception d'incertitude concernant l'avenir de la Russie et de sa politique étrangère. C'était aussi une zone économique majeure. Cette orientation atlantiste a été largement acceptée par les pays européens. De plus, M. Soutou nous apprend que le président Chirac souhaitait, dès 1995, rejoindre à nouveau le commandement intégré de l'OTAN (la France s'en était retirée sous l'impulsion de de Gaulle en 1966). Si cela n'arriva pas dans l'immédiat, le terrain a été préparé pour la décision du président Sarkozy, et illustre la chimère d'une « Europe de la défense » autonome des Américains :

« Dans l'immédiat, l'affaire échoua à cause d'un désaccord sur l'attribution du commandement intégré de Naples, réclamé par Paris. Finalement, la France rejoignit le commandement intégré en 2009, mais la personnalité européenne de défense, qui devait en être la contrepartie, est restée inchoative et n'est plus même un sujet depuis l'invasion de l'Ukraine. En fait, la problématique de l'élargissement de l'OTAN vers l'est prenait le pas, depuis le milieu des années 1990, sur la construction d'une personnalité européenne de défense, dont ni les Américains, ni les Britanniques, ni les Allemands au fond ne voulaient, et qui laissait nos autres partenaires partagés ou dubitatifs,

voire carrément hostiles. » (p. 81)

La France a donc été très seule dans sa volonté d'une autonomie stratégique européenne.

Cet élargissement de l'OTAN a été, bien entendu, voulu par les pays concernés d'Europe de l'Est, désirant rejoindre l'ordre américain dans un but de prospérité et de sécurité, et par méfiance envers la Russie.

C'était aussi lié selon M. Soutou à une préoccupation électoraliste de M. Clinton cherchant pour sa réélection de 1996 les voix des Américains originaires de l'Europe de l'Est. L'attitude de Moscou en réaction fut hostile, car elle percevait cette expansion comme une menace et une approche offensive à son encontre :

« Bien entendu, Moscou observait cette évolution sans aucun plaisir, rappelant avec insistance les engagements de non-élargissement pris en 1990-1991 par Washington et Londres. Mais nous avons vu que ces engagements n'avaient été que verbaux. Cela dit, encore en 1997, il existait une sorte d'accord tacite entre les Occidentaux et Moscou à propos de l'Ukraine : celle-ci ne serait pas admise dans l'OTAN, mais ne devrait pas retomber dans la sphère russe (d'où la signature en 1997 d'une Charte OTAN-Ukraine, et la création d'une commission OTAN-Ukraine). Mais, en 2008, les Américains proposèrent d'intégrer l'Ukraine et la Géorgie lors du sommet de l'OTAN à Bucarest. Cependant, Paris et Berlin, soucieux de ne pas provoquer la Russie outre mesure, s'y opposèrent, au grand mécontentement des Américains. Mais, encore plus peut-être que ces élargissements successifs, c'était le changement d'orientation et de finalité de l'OTAN qui devait inquiéter les Russes. En effet, largement à cause des événements en ex-Yougoslavie sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre suivant, se développa à partir du milieu des années 1990 aux Etats-Unis et dans les milieux atlantistes l'idée d'un « OTAN global » pouvant agir « hors zone OTAN ». L'Alliance, au départ organisation défensive de sécurité collective selon l'article 52 de la Charte des Nations unies, se transformait ainsi en instrument d'intervention, éventuellement sans mandat de l'ONU. Certes, il s'agissait aussi d'éviter la paralysie en cas de veto russe ou chinois au Conseil de sécurité, mais on pouvait craindre que l'alliance ne devînt un appendice de la stratégie américaine, de plus en plus préoccupée, outre la Russie, par le Moyen- Orient et l'Asie. Le nouveau « concept stratégique » adopté par l'Alliance atlantique en avril 1999 à Washington entérina cet élargissement de la vocation de l'OTAN à l'ensemble de l'espace « euro-atlantique » et à son voisinage. On peut penser qu'autant ou plus même que l'élargissement proprement dit, ce fut cette inflexion de la vocation de l'OTAN qui inquiéta les Russes. L'OTAN « à l'ancienne » avait une fonction stabilisante que Moscou, sans évidemment le dire, pouvait penser ne pas être inutile à l'époque de la guerre froide ou dans les années suivantes par exemple face au prétendu « révisionnisme allemand ». » (p. 83 à 84) (Souligné par nous)

Le chapitre sur la crise yougoslave est éclairant, à la fois car il résume « les problèmes du continent » (p. 87) (dont celui de la place des minorités nationales et de la définition d'un État-nation) et parce

que celle-ci a été cruciale dans la détérioration des relations Est-Ouest, du fait de l'implication de l'OTAN au nom du « droit d'ingérence » notamment contre la Serbie, alliée traditionnelle de la Russie. Le lecteur peut y découvrir un panorama historique de la crise avec les principales lignes de tensions et les réflexions personnelles de l'auteur. L'intervention de l'OTAN en 1999 durant la crise au Kosovo s'est réalisée sans mandat de l'ONU au mépris du droit international (quoi qu'on pense de la pertinence des motivations de l'Alliance ou de la politique serbe) et a étendu « son rôle à des opérations hors de la zone géographique de l'Alliance » (p. 110), ce qui n'était pas acquis à l'époque. La guerre a également confirmé l'ancrage atlantiste des Européens. M. Soutou note qu'en Russie « Tous les milieux, même libéraux, étaient furieux de l'intervention de l'OTAN, dans laquelle ils voyaient la marque de l'hégémonisme américain, l'absence de considération pour la Russie, les plus modérés reprochant au moins le contournement de l'ONU » (p. 113). Cela a de surcroît nourri les inquiétudes au sein des cercles dirigeants qu'un scénario à la yougoslave sous impulsion atlantiste pouvait attendre la Russie, mosaïque d'ethnies et de cultures.

Après le mandat de M. Clinton, le président Bush chercha à mettre un terme à la zone grise entre l'OTAN et la Russie, en élargissant considérablement l'alliance (de façon effective en 2004 : Bulgarie, Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Estonie) (mais sans succès dans le cas de l'Ukraine et de la Géorgie, dont des éventuelles adhésions étaient débattues en 2008 comme mentionné plus haut), pensant que « la Russie était désormais tellement faible qu'elle ne pouvait pas se permettre de rompre avec Washington », ce qui s'avéra être une erreur d'appréciation colossale. Sa présidence a été le théâtre du néo-conservatisme, avec surtout la guerre en Irak, dénoncée par la Russie. La crise libyenne (en 2011 durant le 1^{er} mandat de Barack Obama) est considérée par M. Soutou comme « le sommet et le début de la chute de l'ubris occidentale » (p.139). L'intervention de l'OTAN, soutenue par l'ONU dans la cadre d'un objectif de protection des populations, sans veto russe ou chinois au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, s'est transformée par la suite en opération de changement de régime :

« Cela engendra à Moscou (et à Pékin) le sentiment d'avoir été trompé par un Occident hypocrite. Ce fut à mon avis une étape essentielle dans cette histoire. » (p. 140)

Toutefois, la France et l'Allemagne n'ont pas été dans un alignement atlantiste total dans leur attitude vis-à-vis de la Russie durant les années 2000, et ont cherché à tracer malgré tout leur propre voie et à ménager leurs relations avec une Russie perçue comme un partenaire important.

Un point fondamental et inquiétant réside dans le fait que, selon M. Soutou, la compréhension de la Russie post-soviétique est bien plus mauvaise que celle de l'Union soviétique. Le lecteur en tire la conclusion que cette incompréhension a pu amener les décideurs à faillir gravement dans l'anticipation des réactions russes. M. Soutou formule son point de vue sur le fonctionnement du pouvoir russe :

« Nous ne disposons pas pour la Russie actuelle d'études systématiques, à la fois historiques et méthodologiques, équivalant à ce qui existait pour l'URSS. Le plus clair est l'importance accrue du FSB et du SVR (les successeurs du KGB) sous Poutine (lui-même issu des « services »). Mais

l'administration présidentielle est toujours considérée comme essentielle, la preuve en est que son directeur adjoint est désormais issu du FSB.

Cependant, on en est réduit à des hypothèses sur le mode de fonctionnement et les orientations de l'administration présidentielle. Certains ont d'ailleurs de plus en plus l'impression qu'une camarilla entoure le président, et que son processus de décision est au fond aussi arbitraire que celui d'un dictateur « classique ». D'autres pensent que Poutine tire toujours les ficelles, et que les divergences et critiques qui apparaissent parfois dans tel ou tel secteur l'épargnent complètement.

Mais le plus probable reste une continuité fondamentale avec les méthodes de l'administration du Comité central d'avant 1991, même si les coordonnées internationales et les objectifs ont évolué. Le rôle du ministère des Affaires étrangères, par exemple, est en fait toujours aussi limité qu'à l'époque soviétique. On peut simplement noter qu'à, côté de son ancienne fonction de mise en forme juridique présentable des initiatives russes, son rôle de propagande pure et simple est devenu prédominant » (p. 165)

Naturellement, une majeure partie de l'ouvrage est dédiée à la guerre en Ukraine et à ses prémisses. Un cadre introductif essentiel y est posé :

« Je ne reviendrai pas sur l'évolution historique de la question ukrainienne, rappelée dans le premier chapitre de ce livre. J'ajouterai cependant que la question de l'appartenance de l'Ukraine à la Russie, très actuelle dans le discours officiel russe, est ancienne, clairement formulée dès le XIXe siècle, ravivée pendant les deux guerres mondiales.

Tous les dirigeants ukrainiens à partir de 1990, quelles que fussent leurs divergences par ailleurs, étaient issus de l'ancienne nomenklatura communiste. Ils firent comme les dirigeants de l'ex-Yougoslavie : tous se recyclèrent en jouant la carte « ukrainienne » sur trois plans : la langue, la religion (en essayant de développer une Église orthodoxe ukrainienne séparée du patriarcat de Moscou et à côté des uniates et des catholiques, dans un imbroglio religieux, régional et culturel très complexe) et aussi sur le plan du récit historique.

Le tout sur fond d'agitation internationale : les Russes, mais aussi les Américains (directement et par leurs fondations) et les Polonais, interféraient dans un champ très compliqué par les divisions régionales, la Galicie se révélant une fois de plus être le centre de l'opposition la plus dure à la Russie, avec une tradition hyper-nationaliste réhabilitant d'ailleurs Stepan Bandera (partisan de l'Allemagne pendant la dernière guerre).

A partir de la « révolution orange » de février 2004, l'Ukraine connut une évolution intérieure fort complexe. Le candidat réformateur et pro-européen (ces deux termes doivent être compris *cum grano salis* : il s'agit de profilage opportuniste plus que de vraies positions de fond), Viktor Iouchtchenko, fut élu président pour succéder au pro-russe Viktor Ianoukovytch, mais difficilement. Et, aux élections de 2010, Ianoukovytch revint au pouvoir. Les différentes élections, souvent confuses d'ailleurs, confirmèrent un clivage géographique entre le sud et l'est du pays, russophones et plutôt partisans du maintien de liens étroits avec la Russie, et le reste du pays. Encore que ce

clivage ne soit pas apparu comme un fossé : les sondages montraient qu'une majorité de la population souhaitait éviter une coupure du pays. Des deux problèmes fondamentaux, celui de la corruption n'était pas vraiment résolu ; quant à la question très sensible des langues dites « minoritaires », dont bien sûr le russe, elle fut l'objet d'hésitations très dangereuses psychologiquement. Dans un premier temps, elles furent bannies de l'espace public. Puis elles furent rétablies dans une large mesure, en particulier le russe, par une astuce juridique lors de la présidence Ianoukovytch. »

De plus, M. Soutou rappelle un aspect souvent oublié, la partie économique des racines de la crise. L'Ukraine, dans une situation économique délicate, était sous pression de l'UE pour rejoindre l'espace économique européen par un traité d'association, et sous pression de la Russie pour rejoindre « l'Union douanière eurasienne » (zone de libre-échange mise en place par Moscou). Toute une partie de l'économie ukrainienne à l'est, notamment l'industrie, était très imbriquée dans l'économie russe du fait de l'héritage économique soviétique, tandis que beaucoup d'Ukrainiens, spécifiquement du centre et de l'ouest du pays, percevaient les pays européens comme un modèle de prospérité. L'auteur regrette qu'il n'y ait pas eu de négociations sérieuses à trois, UE, Ukraine et Russie pour trouver un compromis, d'autant plus que les Ukrainiens y étaient majoritairement favorables et ne souhaitaient pas nécessairement choisir un camp de façon tranchée et rejeter en bloc un autre. La décision du président Ianoukovitch, à la suite d'un revirement, d'opter pour le projet russe, aboutit à sa chute via le mouvement et les émeutes de « l'Euromaïdan », et à *de facto* un changement de régime en Ukraine. Cet événement est très rapidement suivi par la décision russe d'annexer la Crimée :

« Moscouacheva là le processus amorcé dès 2007 et très clair depuis 2011 : on ne s'en tiendrait plus aux normes internationales classiques pour défendre les intérêts de la Russie. S'engagea alors un processus dont nous ne sommes pas sortis. A partir du moment où les dirigeants russes, tels qu'ils étaient, étaient convaincus (à tort ou pas, peu importe maintenant) qu'ils étaient les victimes d'un plan occidental de refoulement, sans négociation possible, leur décision était inéluctable - même si elle était en fait désastreuse. Quant à leurs adversaires, il n'est pas sûr qu'ils aient envisagé les suites possibles jusqu'au bout... » (p. 206)

La présentation par M. Soutou de la période de 2014-2022 (2014 : année de « l'Euromaïdan », annexion de la Crimée, début de la guerre dans le Dombass) est avant tout factuelle. Il est intéressant de souligner son insistance à réfuter la thèse d'un Occident qui aurait été passif à l'égard de la Russie et de sa politique. À partir de 2014, une première vague de sanctions est imposée contre la Russie, une pression américaine est exercée sur le prix du pétrole afin de diminuer les revenus russes, et les services de renseignements américains s'impliquent en Ukraine :

« D'autre part, le New York Times a révélé que, dès 2014, une coopération entre la CIA et Kiev

avait commencé et que, depuis 2016, douze bases de la CIA avaient été implantées en Ukraine. Du renseignement et des écoutes, on est passé ensuite à la formation de forces spéciales ukrainiennes, les Britanniques se joignant rapidement à cette coopération qui joua le rôle que l'on sait à partir de février 2022. Jusqu'où l'implication des agents et des commandos américains et britanniques est allée, et selon quelle chronologie, on l'ignore. Mais il est déjà clair qu'à partir de février 2022 le repérage des cibles russes et les tirs de drones et autres engins durent beaucoup à l'aide anglo-américaine. » (p. 220)

« Et, au moins dès 2015, les différents services et think tanks américains commençaient à réfléchir aux sanctions et mesures militaires d'aide de toute nature à l'Ukraine qui furent effectivement appliquées à partir de 2022. Soyons clairs : il s'agissait d'éliminer la Russie comme puissance mondiale. On renvoie le lecteur aux publications de la Rand Corporation, facilement accessibles » (p. 220)

Le reste de l'essai est une esquisse et une analyse des dernières années avant la guerre, puis de la guerre en elle-même. On sent à la lecture une plus grande incertitude dans le propos de M. Soutou, ce qui est légitime car il est plus difficile de faire une analyse immédiate, particulièrement sans possibilité d'accès aux archives et dans la confusion de l'information propre aux situations de conflits.

M. Soutou conte une histoire qui est aussi faite de retournements, d'aléas diplomatiques et de jeux de pouvoir dans les relations internationales. Par exemple, M. Orban, dirigeant de la Hongrie, désirait vers la fin des années 2000 une intégration de l'Ukraine dans l'OTAN pour interposer un pays membre entre son territoire et celui de la Russie. N'y parvenant pas, il opta pour une entreprise de rapprochement avec les Russes.

Cette recension ne veut pas donner l'impression que l'auteur ne formulerait aucun reproche à l'endroit de la Russie, bien au contraire. M. Soutou lui reproche son entrée en guerre contre l'Ukraine, son non-respect du droit international, sa ligne de conduite impériale, et ce qu'il voit comme une tendance à la paranoïa des cercles dirigeants russes. Néanmoins, sa réflexion et les faits qu'ils présentent sont sans équivoque sur la part importante de responsabilité de l'Ouest dans la « rupture ». De manière générale, le ton de l'essai est analytique, souvent ponctué de suggestions et d'hypothèses de l'auteur présentées comme incertaines attendu qu'il s'agit d'histoire récente. Une connaissance plus approfondie de l'état d'esprit et des manœuvres des divers responsables sera facilitée lorsque les archives seront ouvertes. S'il y'a matière à critiquer ou à interroger certaines analyses et hypothèses, notamment pour la dernière partie du livre sur la guerre en elle-même, il faut pourtant féliciter M. Soutou d'avoir donné ses réponses en mobilisant son recul d'historien sur des problématiques actuelles et sur des futurs débats historiographiques qui ne font que commencer.

La présentation est riche, elle comporte de nombreux faits dont certains peu connus. De la lecture de cet essai, nous pouvons tirer de multiples leçons, sur l'importance de tendances lourdes de

l'histoire, des hommes clés ainsi que de la perception des événements et des intentions des parties en présence entre elles. Le lecteur ne pourra que partager l'avis de l'auteur sur la catastrophe du retour de la guerre en Europe, et sur le difficile rétablissement de la paix. Une bonne connaissance de l'histoire de ces relations entre la Russie et l'Occident est indispensable pour visualiser le processus ayant mené à la situation d'aujourd'hui.

En définitive, nous ne pouvons que conseiller la lecture de cet essai très dense et instructif, sur le fonctionnement des relations internationales et sur la compréhension de cette crise majeure en Europe dont la durée et les conséquences pourraient bien marquer le XXIe siècle.